

loppé à un point qui dépasse toutes les prévisions. Le peuple est plus riche; il est plus en état de se procurer les marchandises dont il a besoin, parce qu'il a beaucoup moins de droits à payer sur ces marchandises qu'autrefois.

Son Excellence nous déclare que, durant les neuf derniers mois, nous avons pu non seulement procéder à l'exécution des grands travaux publics, et payer les dépenses de tous genres; mais que nous avons pu en outre mettre de côté trois millions de dollars pour l'amortissement d'autant de la dette publique. Peut-on annoncer à un parlement un état de choses plus satisfaisant? J'ose dire que jamais en Canada, avant aujourd'hui, une situation financière aussi satisfaisante n'a été présentée au parlement, et Son Excellence y fait allusion avec un sentiment d'orgueil bien légitime.

Son Excellence fait aussi allusion à la grande augmentation de l'immigration. C'est un problème que nous avons à résoudre. Nous possédons des millions d'acres de terre dans notre grand Nord-Ouest, et nous avons dans la région septentrionale d'Ontario et de Québec d'immenses richesses naturelles qui ne sont pas encore exploitées. Nous ne faisons que commencer à nous rendre compte de l'énormité de ces richesses. Nous avons besoin de l'appoint de colons des divers pays du monde pour ouvrir et développer nos immenses territoires. Nous éprouvons donc un vif plaisir en apprenant que le grand courant d'immigration qui se portait auparavant vers les Etats-Unis, a fini par se tourner vers le Canada, et qu'il s'est développé, durant les derniers dix mois finissant le 31 octobre dernier, au point de nous donner 254,077 nouveaux colons. Ce chiffre accuse une augmentation de 59,103 sur le nombre des immigrants reçus en Canada durant la période correspondante de l'année précédente. Puis, ce qui est non moins satisfaisant, c'est le fait que plus de 40 pour 100 de ces nouveaux arrivés nous viennent des Iles britanniques. Si ce courant d'immigration se continue jusqu'à la fin de l'année, près de 300,000 nouveaux colons étrangers se seront établis en Canada, durant la présente année. Tout satisfaisant que soit cette affluence d'immigrés, cet état de choses nous impose de nouvelles obligations. Ces nouveaux colons ne nous viennent pas seulement des

Hon. M. CAMPBELL.

Iles britanniques et des Etats-Unis; ils nous viennent aussi de la France, de l'Allemagne, de la Hollande, des pays scandinaves et d'autres contrées européennes. Ils parlent différentes langues et ont différentes croyances religieuses. Quelques-uns d'entre eux sont ignorants et imbus de préjugés sectaires. Ils ont une bien faible conception des institutions libres; ils se rendent peu compte du fait que le titre de citoyen libre implique des devoirs et des responsabilités à côté des privilèges obtenus. Quels sont nos devoirs à l'égard de cette catégorie de colons? Notre devoir est d'assimiler cette grande agglomération de colons d'origine différente, et en faire des citoyens loyaux non seulement au Canada, mais aussi à l'empire britannique. Ils nous viennent de différents pays; ils ont été élevés sous des lois et des institutions différentes, et ils tournent naturellement leurs regards vers leur pays natal, le foyer de leurs ancêtres et de leur enfance, foyer qu'ils ne peuvent oublier, foyer qui faisait dire à l'un des plus nobles poètes de l'Ecosse :

Land of my sire, what mortal hand can e'er  
untire  
The filial bond that knits me to the rugged  
strand.

Bien que nous ne puissions nous empêcher d'admirer leur amour et leur dévouement pour leur pays natal, il n'en est pas moins de notre devoir de nous efforcer de leur faire comprendre les avantages que leur offrent nos institutions libres, et d'en faire de loyaux citoyens du Canada et de l'empire britannique. Naturellement, il n'est que juste de réserver notre plus profonde loyauté de pays dans lequel nous vivons, et, sous l'égide des institutions britanniques dont nous sommes tous fiers, et, appuyés sur l'expérience du passé, nous pourrions résoudre les différents problèmes épineux que l'avenir nous posera.

Son Excellence fait aussi allusion au traité de commerce conclu avec la France. Je ne connais aucun sujet plus digne de notre attention. Nous avons fait un commerce considérable avec la France. En 1896, il s'élevait à près de dix millions de piastres. En 1907 il n'a atteint que onze millions; mais malheureusement pour le Canada, ce commerce a consisté principalement en importations de la France. En 1896, la valeur de nos importations de